

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 05/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TELAMON DEVELOPPEMENT ex PANHARD DEVELOPPEMENT 2**

10 RUE ROQUEPINE  
75008 Paris

Références : 20240124\_VI\_Levée de mise en demeure  
Code AIOT : 0003901228

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement TELAMON DEVELOPPEMENT ex PANHARD DEVELOPPEMENT 2 implanté PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la visite d'inspection du 17/08/2023, il a été constaté que le site Telamon ne possédait pas de disjoncteur au niveau des raccordements au réseau incendie du site. Ce défaut de disjoncteur, couplé avec une erreur de branchement (branchement d'un des poteaux incendie en eau potable au lieu du réseau d'eau d'HAROPA alimenté en eau du Grand Canal de Tancarville) a engendré une pollution du réseau d'eau potable sur la zone industrielle portuaire du Havre.

Par arrêté préfectoral du 25/09/2023, le site a été mis en demeure d'installer des disjoncteurs et des compteurs d'eau au niveau des branchements du réseau maillé de poteau incendie au réseau d'eau d'HAROPA.

Le but de la visite était de constater la réalisation des travaux demandés.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TELAMON DEVELOPPEMENT ex PANHARD DEVELOPPEMENT 2
- PLPN2 OUDALLE-SANDOUVILLE 76430 Oudalle
- Code AIOT : 0003901228
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1	Sans objet
2	Disconnecteurs et compteur d'eau	AP de Mise en Demeure du 25/09/2023, article 1er	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 25 septembre 2023 sont considérées comme respectées. L'inspection propose de lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 septembre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En août 2023, une pollution du réseau d'eau potable sur la zone industrielle portuaire du Havre a été constatée.</p> <p>Les poteaux incendie du site sont raccordés au réseau d'eau incendie opéré par HAROPA (eau brute surpressée prélevée dans le Grand Canal du Havre). L'eau du Grand Canal du Havre est salée. Le réseau est sous pression à environ 4bar.</p>

<p>Le 17 août 2023, il a été constaté que le poteau n°1 du site a été raccordé au réseau d'eau potable du site (sous pression de 2.8 bar). L'exploitant a expliqué que ce poteau incendie aurait dû être raccordé au réseau d'eau incendie mis à disposition par HAROPA à destination des exploitants de la zone.</p> <p>Le réseau des poteaux incendie du site étant maillé, et, avec la différence de pression des réseaux et l'absence d'équipement évitant un retour d'eau dans le réseau d'eau potable de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, l'eau du grand canal a été injectée dans le réseau d'eau potable de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la rendant impropre à la consommation durant plusieurs jours.</p> <p>Lorsque l'origine de la pollution a été identifiée, la connexion du poteau n°1 au réseau d'eau potable a été immédiatement sectionnée.</p> <p>Par courrier du 11/09/2023, l'exploitant a transmis un rapport d'accident reprenant notamment les différents travaux réalisés au niveau du réseau incendie (avant et après la constatation de l'erreur de branchement). Il est noté que les travaux de modification du réseau incendie (branchement au réseau HAROPA) ont été finalisés le 23/08/2023.</p> <p>L'exploitant a également transmis</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un document d'une entreprise sous-traitante, attestant avoir nettoyé et désinfecté le réseau d'eau potable du site le 18/08/2023,</li> <li>- un rapport d'analyse du réseau de l'eau potable du site datant du 18/08/2023 : le rapport conclut que « les résultats sont conformes aux limites de qualité ».</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Disconnecteurs et compteur d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/09/2023, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disconnecteurs et compteur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société, dont le siège social est situé 10 rue Roquépine, 75008 Paris est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions des articles 2.1.1, 4.2.1 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2019 susvisé, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée;</li> <li>- un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau maillé de poteaux incendie du site est relié au réseau d'eau d'HAROPA (alimenté en eau du Grand Canal de Tancarville) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- raccordement n°1 : au nord est du bâtiment,</li> <li>- raccordement n °2 : à l'est du bâtiment,</li> <li>- raccordement n °3 : au sud est du bâtiment.</li> </ul> <p>L'inspection a constaté la présence d'un disconnecteur et d'un compteur d'eau au niveau de chaque raccordement. Les compteurs sont reliés à un boîtier émetteur. L'exploitant a expliqué que le relevé des compteurs pourra bientôt se faire à distance.</p>

Type de suites proposées : Sans suite